ASSEMBLÉE NATIONALE

5 novembre 2013

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2014 - (N° 1395)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N ° II-396

présenté par
M. Pupponi

ARTICLE 73**Mission « Relations avec les collectivités territoriales »**

Rédiger ainsi les alinéas 14 et 15 :

« 4° Le cinquième alinéa du 2°, qui devient le 3°, est ainsi rédigé :

« d) Pour les communes dont le prélèvement augmente de plus de 25 % par rapport à celui opéré au titre de l'exercice précédent, le prélèvement final ne peut excéder 125 % du prélèvement opéré au titre de l'exercice précédent augmenté de la moitié de l'écart entre 125 % du prélèvement opéré au titre de l'exercice précédent et le prélèvement spontané ; ». ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à lisser la progression des contributions des communes quand cette progression est très importante, tout en assurant la juste participation de ces communes au financement du FSRIF. Il est donc proposé de réaliser cette augmentation de la contribution en deux temps. Contrairement à l'actuel alinéa 15, il permet également d'éviter que certaines communes appelées à une forte hausse de contribution, n'atteignent leur contribution théorique qu'après de nombreuses années, le différentiel étant autrement reporté sur les autres communes dans l'intervalle. Il supprime également la réfaction prévue par la LFI 2012.